

clure que le principal objectif que vise tout homme qui aspire à la vie publique, c'est d'obtenir, au moyen de la fonction de membre du parlement, une position pour le reste de ses jours.

Telle était l'opinion du directeur général des Postes, l'honorable M. Mulock, lorsque, simple membre de l'opposition, il présenta le bill que je viens de mentionner. Il est, en outre, non moins digne de remarque qu'un autre membre distingué de l'opposition d'alors, M. Lister, se leva après le discours de M. Mulock et déclara que l'abus signalé par ce dernier était des plus criants, et qu'il fallait y remédier par une loi. Cependant, ce même M. Lister est devenu bientôt après l'une des premières victimes de cet abus qu'il avait tant déploré et dénoncé. Bien plus, douze, ou treize de ses collègues dans le présent parlement ont comme lui accepté des charges lucratives du gouvernement actuel, et des mains mêmes du directeur général des Postes, lui-même, en sa qualité de membre de l'administration, bien que, en proposant le bill que je viens de mentionner, ce dernier ait considéré comme si abominable l'acceptation de charges publiques lucratives par tout membre du parlement. Il est certainement très surprenant de voir que, puisque les membres du gouvernement actuel, connaissent l'existence de cet abus, comme M. Mulock et M. Lister l'ont déclaré—abus, même sans cesse grandissant d'après eux—le présent discours du trône ne promette aucunement de proposer une mesure à l'effet d'y remédier. Comme la présente administration est arrivée à sa dernière extrémité, il est temps qu'elle s'occupe de cet article de son programme. Il est visible que ses membres ont perdu tout espoir de revenir ici comme gouvernants après les prochaines élections générales. Or, dans ces circonstances, s'ils n'ont pas été capables d'empêcher leurs propres amis de porter atteinte à l'indépendance du gouvernement, ils devraient, au moins, avant de terminer leur carrière administrative, se donner la satisfaction de prévenir de nouvelles transgressions de cette nature que leurs successeurs pourraient être tentés de commettre. Puis, le discours du trône ne parle pas non plus d'union commerciale. Qui aurait pu croire, en 1887 et 1888, que nos libéraux d'alors, une fois arrivés au pouvoir, feraient jamais débiter par Son Excellence un discours du trône ne contenant pas un seul mot con-

Hon. M. FERGUSON.

cernant une union commerciale avec les États-Unis ? Le discours du trône est également muet au sujet de la réciprocité commerciale avec ceux-ci. Ceux d'entre nous qui ont pris part à la lutte électorale de 1891 se rappelle que nos gouvernants actuels—alors dans l'opposition—se montrèrent pendant cette lutte, très chauds partisans de la réciprocité avec les États-Unis. Cependant, cette réciprocité n'a pas encore été obtenue, et elle n'est pas même mentionnée dans le discours du trône que nous examinons présentement. Ce discours ne contient pas non plus la moindre allusion, sous une forme ou sous une autre, au libre-échange tel qu'il existe en Angleterre. Il est vrai que mon honorable ami, qui a appuyé la motion qui est maintenant devant nous (M. Burpee), a fait quelques allusions au libre-échange; mais lorsque j'ai entendu mon honorable ami mentionner ce sujet dans cette Chambre, je me suis rappelé l'histoire des sept dormeurs d'Ephèse qui avaient erré dans une caverne inconnue et solitaire située non loin de la cité d'Ephèse. Ces hommes, après s'être désaltérés dans une fontaine où coulait une liqueur curieuse, s'endormirent dans la caverne et ne s'éveillèrent que lorsqu'un nouveau roi fut élevé sur le trône d'Ephèse. En entendant l'honorable sénateur de Sunbury parler de libre-échange, j'ai cru qu'il était un des sept dormeurs que je viens de mentionner. Il est arrivé, ici, avec l'entière conviction qu'il était encore un libéral de la vieille école, et, avec cette conviction, il a cru que ses paroles convenaient au parti libéral actuel. Vaine illusion. Tout ce qu'il nous a débité sur le libre-échange est de l'histoire du passé. Le nom du libre-échange comme celui de l'ancien roi d'Ephèse, n'a, aujourd'hui, d'autre place que sur une pierre tumulaire. Mais dans ce long discours du trône que nous examinons présentement, il y a une autre omission qui frappe particulièrement entre toutes les autres, et il est réellement très difficile d'en comprendre la raison. Je veux parler de la frontière de l'Alaska. Mon grand ami, le ministre de la Marine et des pêcheries, s'est occupé, pendant presque tout le temps des vacances, d'élections partielles, dans lesquelles il n'a pas été très heureux dans l'île du Prince-Edouard et dans les autres provinces. Mais tout le temps dont il a pu disposer, après celui qu'il